

Service-Public.fr

Le site officiel de l'administration française

Votre abonnement a bien été pris en compte


Vous serez **alerté(e) par email** dès que la page « **Congé sabbatique du salarié dans le secteur privé** » sera mise à jour significativement.

Vous pouvez à tout moment supprimer votre abonnement dans votre compte service-public.fr (<https://www.service-public.fr/compte/mes-alertes>) .

Être alerté(e) en cas de changement

Ce sujet vous intéresse ?

Connectez-vous à votre compte et recevez une **alerte par email** dès que l'information de la page « **Congé sabbatique du salarié dans le secteur privé** » est mise à jour.

 S'abonner ([https://www.service-public.fr/compte/se-connecter?
targetUrl=&targetUrlAbonnement=/particuliers/vosdroits/F2381/abonnement](https://www.service-public.fr/compte/se-connecter?targetUrl=&targetUrlAbonnement=/particuliers/vosdroits/F2381/abonnement))

Congé sabbatique du salarié dans le secteur privé

Vérfié le 04 janvier 2022 - Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre)

Le congé sabbatique est un congé pour convenance personnelle accordé au salarié. Le salarié peut en bénéficier s'il répond à plusieurs conditions. L'employeur n'a pas l'obligation d'accorder un congé sabbatique. Le congé comporte une durée minimale et une durée maximale. Durant le congé sabbatique, le contrat de travail du salarié est suspendu.

Conditions

Le salarié qui souhaite bénéficier d'un congé sabbatique doit remplir toutes les conditions suivantes.

Ancienneté dans l'entreprise

Le salarié doit avoir une ancienneté d'au moins **36 mois** dans l'entreprise.

L'ancienneté prise en compte peut être considérée sur plusieurs périodes de travail non consécutives dans l'entreprise.

Toutefois, une _____ ou _____ peut prévoir une durée d'ancienneté différente.

Années de travail

Le salarié doit avoir effectué **6 années** d'activité professionnelle.

Délai de carence entre 2 congés

Le salarié doit respecter un _____.

Le salarié ne doit pas avoir bénéficié dans l'entreprise, à la date de départ en congé, au cours des 6 années précédentes :

- Soit d'un projet de transition professionnelle (PTP) (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14018>) d'une durée d'au moins 6 mois
- Soit d'un congé pour création ou reprise d'entreprise (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2382>)
- Soit d'un précédent congé sabbatique

Demande du salarié

Le salarié doit informer l'employeur de son souhait de prendre un congé sabbatique au moins **3 mois** avant la date de départ envisagée.

Le salarié doit adresser sa demande à l'employeur par tout moyen permettant de justifier de la date de demande de congé (lettre ou courrier électronique recommandé, par exemple).

Réponse de l'employeur

L'employeur informe le salarié :

- Soit de son accord sur la date de départ choisie par le salarié
- Soit du report de cette date
- Soit du refus de lui accorder le congé

En l'absence de réponse de l'employeur dans un délai de 30 jours à compter de la présentation de la demande, le congé sabbatique est accordé.

L'accord, le report ou le refus de l'employeur sont soumis à conditions. Elles varient en fonction de la taille de l'entreprise :

Entreprise de moins de 300 salariés

Accord de l'employeur

L'employeur informe le salarié de son accord sur la date de départ choisie, par tout moyen permettant de justifier de la date de sa réponse.

Report du départ en congé

L'employeur peut reporter le départ en congé :

- Soit, pendant **9 mois** au maximum, à compter de la date de la demande du salarié, pour limiter le nombre de salariés absents pour cause de congé sabbatique
- Soit pour limiter le nombre de salariés absents simultanément pour cause de congé sabbatique et congé pour création ou reprise d'entreprise

L'employeur informe le salarié du report de la date de départ choisie, par tout moyen permettant de justifier de la date de sa réponse.

Refus d'accorder le congé

L'employeur peut refuser d'accorder le congé pour l'une des 2 raisons suivantes :

- Le salarié ne remplit pas les conditions ouvrant droit au congé (ancienneté insuffisante, demande de départ en congé dans un délai trop court)
- L'employeur estime, après avis du comité social et économique (CSE) (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F34474>), que le départ en congé aura des conséquences préjudiciables à la bonne marche de l'entreprise

Le refus de l'employeur d'accorder un congé sabbatique est _____ au salarié par tout moyen permettant de justifier de la date de sa réponse.

Le salarié peut contester le refus de l'employeur dans les **15 jours** à compter de la notification auprès du conseil de prud'hommes (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2360>).

Entreprise de 300 salariés ou plus

Accord de l'employeur

L'employeur informe le salarié de son accord sur la date de départ choisie, par tout moyen permettant de justifier de la date de sa réponse.

Report du départ en congé

L'employeur peut reporter le départ en congé :

- Soit, pendant **6 mois** au maximum, à compter de la date de la demande du salarié, pour limiter le nombre de salariés absents pour cause de congé sabbatique
- Soit pour limiter le nombre de salariés absents simultanément pour cause de congé sabbatique et congé pour création ou reprise d'entreprise

L'employeur informe le salarié du report de la date de départ choisie, par tout moyen permettant de justifier de la date de sa réponse.

Refus d'accorder le congé

L'employeur peut refuser d'accorder le congé si le salarié ne remplit pas les conditions y ouvrant droit (ancienneté insuffisante, demande de départ en congé dans un délai trop court).

Le refus de l'employeur d'accorder un congé sabbatique est _____ au salarié par tout moyen permettant de justifier de la date de sa réponse.

Le salarié peut contester le refus de l'employeur dans les **15 jours** à compter de la notification auprès du

Durée

La durée du congé varie de **6 mois minimum** à **11 mois maximum**.

Toutefois, une _____ ou un _____ peut prévoir des durées différentes.

Situation du salarié pendant le congé

Conséquences sur le contrat de travail

Pendant la durée du congé sabbatique, le contrat de travail est _____.

Indemnisation

Le congé sabbatique n'est pas rémunéré.

Toutefois, il peut l'être en cas de _____ ou _____.

Report des congés payés

Si son congé sabbatique n'est pas rémunéré, le salarié peut le financer par une partie de ses congés payés (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2258>).

Les congés seront alors pris et payés lors du départ en congé sabbatique.

Les conditions de ce report sont fixées par _____ ou _____.

En l'absence de convention ou d'accord applicable, le salarié peut reporter chaque année les congés acquis à partir de la 5^e semaine de congés payés jusqu'au départ en congé sabbatique.

Ces congés payés peuvent être cumulés pendant **6 ans au maximum**.

Un salarié, ayant droit à 5 semaines de congés payés par an, décide de reporter pendant 6 ans sa 5^e semaine de congés :

- Il cumule alors 36 _____ de congés à la fin de ces 6 ans d'activité professionnelle
- Son indemnité compensatrice de congés payés de 36 jours ouvrables non prise est alors versée lors de son départ en congé sabbatique

Activité professionnelle pendant le congé

Pendant le congé sabbatique, le salarié peut exercer une autre activité professionnelle, salariée ou non.

_____ obligations de loyauté (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F32768>) _____ et de non-concurrence (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1910>) _____ vis-à-vis de son employeur.

Reprise anticipée

L'employeur n'a pas l'obligation de réemployer le salarié avant la fin de son congé sabbatique.

Toutefois, un retour anticipé dans l'entreprise reste toutefois possible avec l'accord de l'employeur.

À la fin du congé

Après un congé sabbatique, le salarié retrouve son emploi précédent ou un emploi similaire dans l'entreprise.

Il perçoit une rémunération au moins équivalente à celle qu'il percevait au moment du départ en congé.

Le salarié a le droit de bénéficier d'un entretien professionnel avec son employeur consacré à ses perspectives d'évolution professionnelle.

Textes de loi et références

Code du travail : articles L3142-28 à L3142-31

- (<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGISCTA000033003582/>) Conditions, réponse de l'employeur, situation pendant le congé sabbatique, terme du congé (ordre public)

- Code du travail : articles L3142-32 et L3142-33 (<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000033003584&cidTexte=LEGITEXT000006072050>)
Conditions, demande du salarié, réponse de l'employeur, durée, situation pendant le congé sabbatique (champ de la négociation collective)
- Code du travail : article L3142-34 (<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000033003588&cidTexte=LEGITEXT000006072050>)
Conditions, demande du salarié, durée, situation pendant le congé sabbatique (dispositions supplétives)
- Code du travail : article L3142-35 (<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000033003590&cidTexte=LEGITEXT000006072050>)
Report des congés payés (dispositions supplétives)
- Code du travail : articles D3142-14 et D3142-18 (<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idSectionTA=LEGISCTA000033443183>)
Réponse de l'employeur (ordre public)
- Code du travail : articles D3142-19 à D3142-21 (<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000033509358&cidTexte=LEGITEXT000006072050>)
Demande du salarié, réponse de l'employeur (dispositions supplétives)

Services en ligne et formulaires

- Demande de congé sabbatique (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R32166>)
Modèle de document

Questions ? Réponses !

- Le contrat de travail peut-il être rompu pendant un congé sabbatique ? (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F12750>)
- Quels sont les droits du salarié dont le contrat de travail est suspendu ? (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F21050>)
- Un ressortissant européen salarié en France a-t-il les mêmes droits qu'un salarié français ? (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F36444>)